

Dernière modification le 09/12/2016 par Agence de Hanoi --12/12/2016 DAT/AES^{1,2}.

Les « Profils Genre Pays » ont pour objectif d'appuyer les équipes (siège et agences) à développer un dialogue et faciliter la mise en réseau avec nos partenaires dans les pays sur la question de l'intégration du genre dans les opérations de développement. Ces fiches ne sont pas exhaustives, mais se concentrent en priorité sur les secteurs d'intervention de la coopération française dans chaque pays, à savoir pour le Vietnam : les infrastructures et le développement rural et urbain, le soutien au secteur productif, la gestion de l'eau et de l'énergie et la gouvernance. Elles sont pensées comme un outil dynamique amené à évoluer avec la participation de l'agence, à même de combler des lacunes (surlignées en jaune dans le document) ou apporter des informations supplémentaires.

CONTEXTE

Enjeux de genre et indicateurs clés en lien avec les secteurs d'intervention de l'AFD

Selon le Gender Gap Report (GGGR) de 2015, le Vietnam se classe en 83^{ème} position sur 145 pays en termes d'égalité homme-femme.

De gros efforts et de belles avancées en matière de lutte pour l'égalité femmes-hommes sont à noter au Vietnam. Le pays s'est doté d'un **cadre légal et institutionnel solide** et présente des taux de participation des femmes en politique et sur le marché du travail bien plus encourageants que ceux de nombreux pays. Cependant, il reste des problèmes sérieux à prendre en compte, tels que le **sex-ratio déséquilibré** (112 à 120 naissances de garçons pour 100 de filles ; UNFPA, 2011) dû à la préférence culturelle pour les fils, la persistance d'un **taux élevé de violence conjugale** (32,2% des femmes ont été violentées par leur partenaire selon l'enquête nationale de 2010 menée en partenariat avec les Nations Unies) et les discriminations croisées qui affectent les **femmes LGBT, handicapées ou issues de minorités ethniques rurales**. Ces dernières sont plus concernées par les mariages précoces (les ¼ des filles Hmong ont été mariées entre 14 et 16 ans) et donc de manière connexe par les grossesses adolescentes, et n'ont pas le même accès à l'éducation et à la formation professionnelle que les autres Vietnamiennes. Enfin, le pays doit apporter une réponse ferme à la **traite humaine et à l'esclavage sexuel** qui se joue au niveau de la frontière avec la Chine. En 2016, il a été classé dans le rapport de l'ONU *Trafficking In Persons Report* dans la catégorie des pays dont le gouvernement ne respecte pas pleinement les normes minimales dans la lutte contre la traite de personnes, mais font des efforts importants pour satisfaire à ces normes.

Secteur productif

- Les écarts dans les **taux d'emploi** et de chômage entre les femmes et les hommes sont faibles (globalement de l'ordre de 2/3%). Ainsi en 2015, 79% des Vietnamiennes et 86% des Vietnamiens âgés de 15 à 64 ans participent à la population active (GGGR 2015). Si l'on isole les jeunes de 15-24ans, le taux d'activité baisse à 61% des femmes et 65% des hommes. Le léger accroissement de l'inégalité si l'on considère cette tranche d'âge spécifiquement ne peut s'expliquer par un plus fort taux d'inscription des femmes dans l'enseignement puisque le ratio femmes/hommes y est au contraire en leur défaveur (0,90% en 2013 d'après la Banque mondiale). En revanche, on peut postuler que les jeunes femmes ont davantage de mal à trouver un emploi que les jeunes hommes puisque leurs taux de chômage respectifs sont de 6,2 et 4,8%.
- Les mêmes écarts s'observent dans le **travail infantile** : 10,1% des filles de 7 à 14 ans et 11,7% des garçons du même âge sont actifs économiquement. On peut noter toutefois que le pourcentage de petits garçons poursuivant leur scolarité tout en travaillant est légèrement plus bas que celui de petites filles étudiant et travaillant en même temps (79,1% contre 83,4%). Cette inégalité de genre est probablement causée par des modalités différentes de travail selon le sexe de l'enfant (travail à domicile ou dans un lieu proche ou éloigné de celui-ci, travail à temps partiel ou temps plein, poids du salaire dans le budget familial etc.). (données Banque Mondiale, 2012).
- **58% des femmes actives travaillent dans l'agriculture**, 34% dans les services et 17% dans l'industrie, comparativement à 45% des hommes actifs qui travaillent dans l'agriculture, 29% dans les services et 25% dans l'industrie (Banque Mondiale, 2012). Si une **ségrégation professionnelle genrée** s'observe dans la répartition dans ces secteurs, on peut remarquer qu'elle est moins marquée que dans la plupart des pays.
- Selon le rapport mondial de l'OIT sur les salaires 2014/2015 l'écart salarial moyen est de 17% à la défaveur des femmes

Agriculture et développement rural

- **L'agriculture représente 58% des emplois féminins** et 51% des emplois masculins. Une étude américaine menée au Vietnam entre 2004 et 2008 sur l'influence du sexe des propriétaires fonciers sur la pauvreté³ a montré que, lorsque les femmes bénéficient du droit d'exploitation de terres à leur nom, la pauvreté des foyers est inférieure de 6%, les dépenses en

¹ Merci de mettre ces données à jour à la suite de chaque modification. Pour suggérer des modifications contacter _genre@afd.fr

² Merci de mettre ces données à jour à la suite de chaque modification. Pour suggérer des modifications contacter _genre@afd.fr

³ "Land Reform and Welfare in Vietnam : Why Gender of Land-Rights Holder Matters", Nidhiya Menon, Yana Rodgers et Alexis Kennedy, Rutgers University, 2013.

capital supérieures de 10% et le travail des femmes supérieur de 6% par rapport aux terres exploités par des hommes.

- Si 93% de la population urbaine a **accès à des installations sanitaires** améliorées, c'est le cas de seulement 67% des habitants des zones rurales (UNICEF, 2011). L'accès à des infrastructures sanitaires est évidemment essentiel pour tous (notamment pour prévenir certaines maladies), mais son absence insécurise particulièrement les femmes, qui se retrouvent davantage exposées au harcèlement et aux agressions⁴. Il arrive également que les sanitaires existants n'offrent pas suffisamment d'intimité, notamment pour les femmes ayant leurs règles, ce qui peut limiter l'accès des filles à l'éducation.

Infrastructures et développement urbain, énergie et gestion de l'eau

- En 2013, 33% de la population vietnamienne est urbaine. Les hommes et les femmes ont des expériences différentes de la ville. Si les Vietnamiennes investissent l'espace urbain (selon [une enquête](#), les jeunes femmes interrogées fréquentent très régulièrement les espaces publics –et notamment les parcs- durant leur temps libre) et s'y sentent globalement en sécurité, il faut noter que ce sentiment de sécurité dépend de facteurs tels que la fréquentation des lieux, la luminosité etc. Il est donc important de les prendre en compte dans les projets d'aménagement urbain.

- L'électricité peut avoir des impacts spécifiques liés au genre : indirectement elle améliore la sécurité (grâce à l'éclairage public), elle contribue à l'amélioration des soins de santé (et notamment des soins maternelles) et facilite les conditions de travail, notamment dans le domaine agricole.

Gouvernance

- En 2015, les femmes occupent 24% des sièges parlementaires et 9% des positions ministérielles (GGGR 2015).

Santé

Le taux décès maternels a chuté de 61,2% au cours de 25 dernières années, passant d'environ 139 décès maternels pour 100 000 naissances vivantes en 1990 à 54 en 2015⁵. En 2015, 71% des naissances ont été assisté par du personnel de santé qualifié (GGGR 2015)

Le taux de prévalence contraceptive chez les femmes mariées ou en union âgées de 15 à 49 est de 76%. (GGGR 2015)

Législation

Ratification de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes en 1982

Loi sur l'égalité entre les sexes de 2006 : principes clefs sur l'égalité des sexes dans tous les aspects de la vie

Loi de 2006 relative à la protection sociale et loi de 2006 relative à la formation professionnelle

[Loi de 2007](#) relative à la prévention et au contrôle de la violence domestique

Loi de protection, de soin et d'éducation des enfants de 2004

Code du travail amendé en 2012 : contient de nouvelles clauses pour renforcer le rôle de la main d'œuvre féminine

Stratégies nationales (globales, sectorielles, spécifiques sur le genre)

Le genre n'est pas présenté comme une priorité ou comme une approche transversale dans les stratégies globales et sectorielles du pays (l'égalité de genre est tout au plus mentionnée comme un des objectifs à atteindre, sans que cet axe soit développé), mais fait l'objet d'une stratégie et d'un plan national d'action spécifiques.

Stratégies globales

Stratégie de développement économique et social 2011-2020 : Parmi les objectifs de la stratégie apparaît la construction progressive de « familles heureuses », notamment grâce à l'évolution de la législation relative au mariage, à l'égalité de genre et à la prévention de la violence. La coopération avec l'Union des femmes est également évoquée.

Stratégie spécifique sur le genre

[Stratégie nationale sur l'égalité de genre, 2011-2020](#) : cette stratégie reconnaît l'égalité de genre comme un des éléments

⁴ En 2014, le thème de la [Journée mondiale des toilettes](#) organisée par UN Water était « Egalité et dignité, le lien entre la violence sexiste et l'assainissement », afin de montrer les risques de violence sexuelle auxquels sont confrontées les filles et les femmes lorsque leur accès à des sanitaires adaptés n'est pas garanti.

⁵ OMS (2015), Tendances de la mortalité maternelle : 1990-2015 [lien](#)

essentiels à l'amélioration des conditions de vie des individus et de la société toute entière. A partir de l'objectif global d'atteindre d'ici 2020 l'égalité femmes-hommes dans les domaines politique, économique, culturel et social, elle décline une série d'objectifs spécifiques accompagnés d'indicateurs précis.

Programme national d'action sur l'égalité de genre 2016-2020 : un des principaux objectifs est de renforcer la communication pour combattre les préjugés genrés et faire évoluer les mentalités. Le programme prévoit notamment l'organisation chaque année d'un mois d'action pour l'égalité des sexes et la prévention des violences familiales, du 15 novembre au 15 décembre, pendant lequel aura lieu différentes actions de communication et la remise de prix pour les individus et collectifs exemplaires. Le programme vise également le renforcement des capacités des femmes cadres et dirigeantes et l'élection de davantage de femmes à l'Assemblée nationale et aux conseils populaires de tous échelons. Enfin, le programme encourage les ministères, les localités et les organisations à mettre en œuvre des modèles renforçant la participation des femmes et promouvant l'égalité des sexes dans les secteurs présentant d'importants risques d'inégalité.

ACTEURS NATIONAUX

Responsabilités institutionnelles sur le genre

Il n'y a pas au Vietnam de ministère spécifique dédié à la condition féminine. Les principales institutions et organisations en charge sont l'Union des femmes du Vietnam, le Ministère du travail, des invalides et des affaires sociales, et le Comité pour la promotion de la femme.

Commission des affaires sociales de l'Assemblée nationale : en charge de l'examen et de l'exécution de la législation et politiques sociales, ainsi que leur mise en œuvre.

Ministère du travail, des invalides et des affaires sociales (MOLISA): un [département est dédié à l'égalité de genre](#) et a pour fonctions de mener un travail de recherche, de proposition de projets législatifs, de formulation et de mise en place de politiques de lutte contre les discriminations et en faveur de l'égalité dans des secteurs variés (politique, travail, éducation, culture, sport, santé, tourisme...). Ce département est le principal point focal genre. Il est chargé de la mise en œuvre effective de la CEDEF.

Contact : Pham Ngoc Tien (directeur du département « Egalité de genre ») ; tél. : + 844 3936 2915

Comité national pour la promotion de la femme, présidé par le Ministre du MOLISA et composé de représentants des ministères et associations : rôle de conseil auprès du gouvernement et de coordination avec les institutions nationale en charge de la promotion de la femme.

Autres acteurs nationaux (recherche, ONG...)

Union des femmes du Vietnam : fondée en 1930 et composée de 13 millions de membres réparties dans des organisations locales de femmes, cette organisation a pour mission de protéger les droits des femmes et de faire avancer l'égalité femmes-hommes. Depuis 2008 elle a participé à la création de 21 500 « maisons du cœur » au profit de femmes handicapées célibataires et de femmes pauvres.

Adresse : 39 Hang Chuoi Street, Hanoi

Tél. : +844 3972 0060 ; email : tttt@hoilhpn.org.vn

Présidente : Nguyen Thi Thu Ha

Vietnam Women Entrepreneurship Council (VWEC): affilié à la Chambre de l'Industrie et du Commerce, ce conseil participe à des sommets et table-rondes sur l'entreprenariat féminin et promeut la participation des femmes dans le domaine commercial. Il collabore avec le réseau de femmes entrepreneures de l'ASEAN (AWEN), dont il a participé à la création.

[Rapport sur le développement de l'entreprenariat féminin au Vietnam.](#)

Tél. : + 844 3574 2022 ; email : contact@vwec.com.vn

Présidente : Nguyen Thi Tuyet Minh.

Center for Education, Promotion, and Empowerment of Women (CEPEW): cette ONG a pour objectif d'améliorer le statut des femmes dans la société, et de renforcer leurs capacités à atteindre l'égalité de genre dans les différents domaines. Travaillant en collaboration avec les différents ministères, les ONG nationales et internationales et les organisations internationales, elle élabore et met en œuvre des projets (formation de petites entreprises, formation professionnelle pour les femmes dans les zones rurales...), mène des recherches (sur l'accès à l'éducation selon le genre, sur la représentation des femmes en politique...) et a une activité de conseil.

Tél. : +844 3572 6789 ; email : cepewvn@gmail.com

Contact : Vuong Thi Hanh (directeur du centre)

ACTEURS INTERNATIONAUX (Contacts, projets, littérature)

ONG internationales intervenant sur le genre

Care International : l'organisation a une approche genre transversale et mène également des campagnes spécifiquement en lien avec le genre, en fonction des enjeux locaux. Au Vietnam, où elle est présente depuis 1989, elle lutte notamment contre les mariages précoces et les violences faites aux femmes, et s'engage en faveur de l'éducation des filles et de la santé maternelle.

Adresse : 92 To Ngoc Van street Tay Ho Dist., Hanoi

Tél. : **+84 4 3716 1930**

Oxfam International : l'amélioration des moyens de subsistance, notamment des femmes et des minorités ethniques, dans les zones rurales et des migrants (en particulier les femmes migrantes) dans les zones urbaines, ainsi que l'autonomisation des femmes sur différents plans (vie privée, pouvoir économique et politique...) font parties des priorités de l'organisation au Vietnam.

Adresse : **22 Le Dai Hanh, Hanoi**

Tél. : +84 4 3945 4448

PLAN International : depuis 1993. Projet sur le harcèlement et la violence sexuelle en milieu scolaire, collaboration avec le Centre de gestion et d'opération du transport de Hanoi (TRAMOC) et l'Institut de recherche pour le développement social (ISDS) sur la question de la sécurité des adolescentes et des jeunes femmes dans les transports publics et dans l'espace urbain.

Adresse : 2nd Floor, Hoa Binh International Towers, 106 Hoang Quoc Viet, Cau Giay, Hanoi

Tél. : +84 4 322 0661

BATIK International : créée en 1998, cette ONG met en œuvre des projets internationaux dans le domaine de la formation professionnelle, de l'emploi et de la création d'activités, en partenariat étroit avec des acteurs locaux. Au Vietnam elle gère actuellement plusieurs projets, entre autres dans les domaines du textile, de l'hôtellerie, de l'artisanat et de l'écotourisme, et coordonne un programme de mobilité internationale entre la France et le Vietnam.

Tél. : +33 01 44 18 72 66 (siège à Paris)

Contact : Nicolas Houdry (responsable pays) ; email : vietnam@batik-international.org

Le Gret : ONG française intervenant sur différentes thématiques pour lutter contre la pauvreté et proposer des approches innovantes pour le développement solidaire. Présente depuis 1988 au Vietnam, l'organisation apporte un appui dans les domaines de l'agriculture et du développement durable, de la santé publique et du développement institutionnel.

Adresse : Appt 401, Bloc B4, Domaine diplomatique Van Phuc, 298 Kim Ma, Ba Dinh, Hanoi

Tél. : +84 438 4644 9193

Contact : Nguyen Huu Ninh (représentant) ; email : nguyen_huu_ninh@gret.org.vn

Organisations internationales et bailleurs intervenant sur le genre

Banque asiatique de développement : a adopté une approche genre transversale dans des projets de développement rural, d'éducation, de santé, d'approvisionnement en eau et d'assainissement ; et soutient l'égalité des sexes. [Document d'analyse et de stratégie genrée](#).

Adresse : 3rd Floor, Cornerstone Building, 16 Phan Chu Trinh Street, Hoan Kiem District, Hanoi

Tel. : +844 3933 1374 ; email : adbvrm@adb.org

Contact : Giang Nguyen Thanh (chargé de développement social, point focal genre)

ONU Femmes : présence d'un bureau de pays au Vietnam. Soutient les partenaires nationaux dans leur lutte pour l'égalité de genre et l'autonomisation des femmes, notamment à travers : le renforcement des capacités étatiques sur ces questions, la sensibilisation à la CEDEF⁶ et sa mise en œuvre, l'autonomisation des travailleuses migrantes, l'intégration du genre dans la législation, l'instauration d'un politique sur le VIH sensible au genre, l'inclusion des garçons et des hommes dans la lutte pour l'égalité, et le renforcement des capacités des femmes en terme de gestion des catastrophes.

Adresse : The Green One UN House 304 Kim Ma Street, Hanoi

Tél. : +844 38 500 100

Contact : Vu Phuong Ly (responsable des programmes), ly.phuong@unwomen.org

Banque Mondiale : présence d'un bureau de pays. Collaboration avec le gouvernement vietnamien et l'Union des femmes du Vietnam pour soutenir et aider les femmes vietnamiennes, notamment dans la poursuite de l'égalité des sexes.

⁶ Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes

Adresse : 8th Floor, 63 Ly Thai To, Hanoi
Tél. : +844 3934-6600 ; email : vietnam@worldbank.org
Contact : Ousmane Dione (directrice du bureau de pays)

UNICEF : l'agence a collaboré avec le ministère de l'investissement et de la planification en 2010-2012 en réalisant une série de quatre boîte-à-outils d'audit pour évaluer et encadrer la progression du Plan de développement socio-économique. [Accès à la boîte-à-outils « audit sur le genre »](#).

Adresse : The Green One UN House 304 Kim Ma, Ba Dinh District, Hanoi
Tél.: +844 3850 0100 ; email : hanoi.registry@unicef.org

UNFPA : travaille avec des partenaires dans différents secteurs à l'échelle provinciale et nationale sur le déséquilibre du sex-ratio à la naissance et sur la violence basée sur le genre. L'agence soutient le ministère du travail, des invalides et des affaires sociales dans sa recherche de données, ses actions de plaidoyer et sa mise en place de politiques de lutte contre les violences faites aux femmes (mise en place du Programme national d'action sur l'égalité des sexes). Elle soutient également le ministère de la culture, des sports et du tourisme dans trois actions : mise en place d'un mécanisme de coordination nationale pour faciliter la coopération des différents partenaires luttant contre la violence domestique, élaboration d'une nouvelle enquête nationale sur la violence domestique, développement d'interventions de secours et d'accompagnement pour les victimes. UNFPA mène également au Vietnam un travail sur la question des droits sexuels et reproductifs.

Tel: +844 38 500 100

Contact : Dat Nguyen Hai (responsable programme genre) ; email : dnguyen@unfpa.org

IOM (Organisation internationale pour les migrations) : a mis en place plusieurs projets « genre et migrations » au cours des dernières années ([renforcement des capacités des femmes](#) dans les communautés impactées par la construction d'une nouvelle autoroute reliant Ho Chi Minh Ville, le delta du Mékong et les régions côtières du Sud, recherche sur la traite de petits garçons, participation au programme conjoint des Nations Unies sur l'égalité de genre...).

Tél. : (+84)4 3736 6258 ou (+84)4 3795 5884 ; email : hanoi@iom.int

Coopération espagnole (AECID) : après être intervenue pour soutenir le développement durable du pays et notamment depuis fin 2009 pour la promotion des droits des femmes et de l'égalité de genre, l'AECID négocie progressivement sa sortie et ne devrait plus mener de projets dans le pays à partir de 2016.

Tél. +844 3928 7600

Contact : Ana de Mendoza ; email : ana.demendoza@aacid.vn

Projets sur le genre des ONG, organisations internationales et bailleurs

Projets et programmes

Programme conjoint des Nations Unies sur l'égalité de genre (2009-2012) : 4,5 millions de dollars ont été investis dans ce programme pour atteindre l'OMD 3 (égalité de genre et autonomisation des femmes), qui s'est appuyé sur la loi sur l'égalité entre les sexes et la loi sur la prévention de la violence domestique. Le programme visait l'application effective de ces lois, mobilisant les secteurs de l'éducation, de la santé et de l'économie.

Contact : Aya Matsuura (experte genre) ; email : matsuura@unfpa.org

Exemples de projets sensibles au genre de la Banque asiatique de développement :

- « [Métro Ho Chi Minh](#) » : une analyse genre a été menée en amont et a permis d'identifier plusieurs leviers d'action : prise en compte du genre dans le design des infrastructures, embauche de minimum 30% de femmes, campagnes d'information sur la traite humaine et le VIH...
- « Amélioration des conditions de vie et des revenus de communautés ethniques dans des régions montagneuses à travers l'électrification des foyers » : [ce projet](#) a eu un impact positif sur les femmes, en augmentant la sécurité grâce à l'éclairage, en améliorant le rendement des activités agricoles menées par les femmes...

Projet ONU Femmes de **renforcement des capacités des femmes en terme de gestion des risques de catastrophes** et de gestion des catastrophes, à travers la formation de femmes issues de communautés rurales.

Quelques projets du Gret :

- « [Gestion des ressources environnementales et petites entreprises novatrices dans la filière bambou](#) » : entre 2011 et 2013 développement socio-économique et préservation de l'environnement à travers le développement de petites entreprises gérant de manière raisonnée et durable des forêts de bambou
- « [Soutien d'un réseau d'ONG de renforcement de groupes ruraux et d'intégration de l'environnement dans la société](#) » : entre 2011 et 2013, renforcement des capacités et des ONG dans le domaine du changement climatique et du développement durable

- « [Favoriser l'accès aux droits et aux services sociaux pour les femmes ouvrières](#) » : depuis 2015, aide aux ouvrières – ayant souvent migré de milieux ruraux- dans les usines des zones industrielles.
- « [Accès à l'énergie par l'émancipation des femmes](#) » : depuis 2014, des Indiennes sont formées à l'ingénierie solaire et participent aux travaux d'électricité dans des villages vietnamiens (installation et entretien). Ce projet novateur associe donc le développement d'énergies renouvelables et l'autonomisation des femmes.

Quelques projets BATIK :

- « [For a green Ha Long Bay](#) » : depuis 2011, responsabilisation des habitants et des pêcheurs sur la préservation de l'environnement et développement de l'écotourisme.
- « [Textile et RSE](#) » : depuis 2011, organisation de formations techniques dans le domaine du stylisme-modélisme et mise en place d'un réseau d'acteurs de la société civile autour de la RSE, en partenariat avec [Center for Development and Integration](#), une ONG vietnamienne.
- « [Insertion socio-économique des femmes dans les zones industrielles et péri-urbaines au Vietnam](#) » depuis 2014, en partenariat à nouveau avec CDI et avec le Gret. Amélioration des conditions de vie et de l'insertion sociale des femmes du secteur formel et informel.

Projet Oxfam dans les districts de Thuan Bac et de Bac Ai pour **promouvoir le leadership et l'accès des femmes de la communauté Raglai aux marchés locaux**, notamment par le biais de formations ayant bénéficié à 3000 femmes en 2014.

Travaux de production de connaissance des ONG et bailleurs

Guide ressource d'ONU Habitat et « Gender and Water Alliance » sur **le genre et la gestion de l'eau et l'assainissement** au Cambodge, au Vietnam, au Laos et au Népal (2011). Pour chaque pays, analyse de la situation, identification des points à améliorer, des experts pouvant être mobilisés, des bailleurs et organisations travaillant dans ce secteur et étude de cas. [Accès à l'e-book](#).

[Analyse genre du pays par USAID](#) (2012): l'objectif initial de ce document est de guider USAID dans sa stratégie de développement pour le pays, mais l'analyse des enjeux de genre et les recommandations peuvent être utiles aux autres bailleurs et organisations présents au Vietnam. Au-delà du tableau général, les enjeux traités plus particulièrement sont : la violence basée sur le genre, le ratio de sexe à la naissance, la situation des personnes LGBT, la santé, la traite humaine, le handicap, les femmes et la prise de décision, la croissance économique et la gouvernance, la propriété foncière, l'éducation et le changement climatique.

[Profil genre Vietnam](#) établi par l'Agence japonaise de coopération internationale en 2011. Comme USAID, la JICA analyse le contexte national en terme de genre et dresse ensuite un panorama des enjeux liés au genre, mais avec une division par secteurs d'intervention (éducation ; santé ; agriculture, pêche et sylviculture ; activités économiques ; migrations et minorités ethniques) plutôt que par thématiques.

« [Women's Entrepreneurship Development in Vietnam: learning from good practices](#) », OIT, 2011: les conclusions mettent en avant la nécessité d'établir un partenariat privé-public, de renforcer les capacités des acteurs et des partenaires locaux (l'Union des femmes du Vietnam par exemple) et de renforcer également les capacités institutionnelles, d'informer sur et de former à l'entrepreneuriat, de soutenir la formation professionnelle et de favoriser l'accès au marché.